

Références : 20230330_UIDLHL_EAR_115_RAP
Code AIOT : 0006103351

ST ETIENNE, le 30 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GALVA GAILLARD

Z.I. La Peronniere
42320 La Grand-Croix

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement GALVA GAILLARD implanté 801 RUE DE LA RIVE ZI la Peronniere 42320 La Grand-Croix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Elle s'est passée en 3 temps :

- inspection Coup de Poing "Produits chimiques"
- inspection "Action Nationale AIR" et suites des inspections précédentes
- visite des installations

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ (ex GALVA GAILLARD)
- 801 RUE DE LA RIVE ZI la Peronniere 42320 La Grand-Croix
- Code AIOT : 0006103351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site comme les autres sites FRANCE GALVA ont été achetés en 2022 par le groupe allemand ZINQ (changement d'exploitant transmis aux services de l'Etat en mars 2023). Ce groupe comprend 55 sites en Allemagne Belgique Pologne Hollande (15 en France). Le site GALVA GAILLARD (ZINQ La Grand Croix) produit 600 t par mois de produits galvanisés.

Le groupe a une politique environnementale ambitieuse qui se traduit par un Business model circulaire : zéro déchet, zéro carbone, zéro pollution

A titre d'exemples : utilisation de zinc hollandais produit avec Electricité verte, partenariat avec clients du bâtiment pour l'utilisation matières et matériels à faible empreinte carbone
Essai de recyclage de matériels qui se dégradent : dégalvanisation (bain acide) et regalvanisation

Le groupe essaie de travailler sur les déperditions énergie (chauffage gaz du grand bain – Brevets par ZINQ pour chauffage à l'hydrogène, développé en Allemagne pour diffusion sur l'ensemble des sites)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale AIR
- suite des inspections précédentes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est à considérer comme performant dans le respect de ses obligations réglementaires et la gestion des non-conformités.

Quelques points de détails sont à prendre en compte : stockage de palettes à écarter du mur du local de stockage des matières premières pour éviter tout développement d'incendie, ceinture à tendre pour prévenir les chutes de bouteilles d'acétylène, indiquer les sens d'ouverture/fermeture sur la vanne d'arrêt d'urgence de l'alimentation en gaz, veiller à ce que les extincteurs soient facilement accessibles.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
2	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
3	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
4	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
5	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
8	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
9	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2	/	Sans objet
10	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2	/	Sans objet
11	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4	/	Sans objet
12	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4	/	Sans objet
13	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4	/	Sans objet
14	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4	/	Sans objet
15	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4	/	Sans objet
16	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4	/	Sans objet
17	Plans réglementaires	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.1.2	/	Sans objet
18	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est noté que les non-conformités constatées font l'objet d'une action corrective presque immédiate. L'intégration au Groupe ZINQ conduit à formaliser et accentuer des pratiques plutôt vertueuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Le site a deux émissaires, l'un canalise les émissions à l'atmosphère du four de séchage, l'autre les émissions de la chaîne de traitement (bains de dégraissage, bain de zingage) les émissaires sont verticaux, le 1er à environ 1 m au-dessus de la toiture, le second environ 2 m au-dessus de la toiture Le four de séchage (1800 kW) fonctionne au gaz, ses émissions sont traitées par filtre à manches L'activité de galvanisation dispose de l'équipement suivant : <ul style="list-style-type: none">- Aspiration de type hotte au dessus du bain de trempage zinc.- Brûleur pour le séchage des fumées (température environ 500°C).- Passage au niveau d'un filtre à manches.- Extraction des fumées à l'aide d'un ventilateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Le site n'utilise pas de produit pulvérulent Cependant, la plongée des pièces dans le bain de zinc est émettrice de vapeurs chargées en particules, aussi le système de hotte permet leur canalisation sur toute la longueur et toute la largeur du bain. Les bains acides pour le dézingage, dégraissage, décapage ne sont pas à une température notable qui entraînerait par évaporation des émissions diffuses particulières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : Les dispositions réglementaires sont respectées. Au regard des normes pour les prélèvements, les longueurs amont/aval des émissaires sont inférieures à 5 fois le diamètre nominal mais les prestataires (le prestataire habituel du site ou celui choisi pour le contrôle inopiné 2021) notent que l'impact sur le résultat des analyses et la conformité des rejets est faible
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les brides de prélèvements ne sont pas normalisées. Pour le contrôle inopiné 2021, BUREAU VERITAS a adapté un système de prélèvement minimisant l'impact sur le résultat des mesures. Il note que l'impact sur les mesures et sur la conformité des résultats est faible
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats : L'exploitant procède annuellement aux analyses des rejets atmosphériques. Le dernier contrôle date du 30 septembre 2022 et a été réalisé par SOCOTEC.</p> <p>Sur le four de séchage ont été analysés les paramètres ci-après : CO₂, CO*, poussières*, H₂O*, vitesse*, O₂*, NO_x*</p> <p>Sur le bain de zinc ont été analysés les paramètres ci-après : Acidité, CO₂, CO*, Alcalinité, poussières*, NH₃*, H₂O*, vitesse*, O₂*, Zn, Pb*, HCl*, NO_x*</p> <p>* sous accréditation (prélèvement et analyse), excepté pour H₂O, la mesure n'est pas couverte par l'accréditation lorsque la teneur en humidité est en dehors du domaine d'application de la norme NF EN 14790 (humidité volumique < 4 %)</p> <p>Le prestataire note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le four les longueurs droites amont/aval respectent la norme - pour le bain de zinc, la longueur droite aval est inférieure à 5 fois le diamètre hydraulique du conduit <p>Il précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La norme de prélèvement a été adaptée à la configuration des orifices de mesurage disponibles (brides non conformes - Mise en oeuvre d'une sonde simplifiée avec filtration non chauffée). <p>Aucun impact sur les résultats au vu des concentrations mesurées et de leurs positions vis-à-vis des VLE.</p> <p>Par ailleurs sur les deux rapports de contrôles vérifiés (CI 2021 et autosurveillance 2022), les prélèvements ont été faits dans les conditions normales de fonctionnement des activités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les prestataires précisent dans leur rapports les méthodes normalisées de référence utilisées. Ils commentent le non-respect éventuel de certains points et les adaptations mises en oeuvre pour s'assurer de la conformité des résultats
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué vérifier les rapports de tous les contrôles effectués sur le site. Une revue permet d'établir les éventuels plans d'actions correctives Au cas précis de la surveillance des émissions atmosphériques, les rejets sont conformes. Les émissions analysées sont souvent très loin des valeurs limites (exemple du plomb à 10-3 la VLE concentration) aussi les non-conformités éventuelles des conditions de prélèvement sont sans impact sur le constat de conformité
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
Constats : Les analyses réalisées montrent que les valeurs limites sont respectées pour tous les paramètres, et lors des 3 essais lorsque 3 essais ont été mis en oeuvre;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de VLE
Constats : Toutes les valeurs à surveiller ont fait l'objet du contrôle. Les VLE concentration sont respectées pour tous les paramètres. En particulier, les émissions de plomb sont, sur le bain de zinc, à 0,00053 mg/Nm ³ (pour une VLE à 0,01) ce qui correspond à un flux de 14 mg/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de VLE (flux)
Constats : Le site n'a pas de VLE flux sur les installations contrôlées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non conformités 2020 PdTF0101 – Prise de terre de type B (Fond de fouille) : Afin de préserver le réseau de terre de boucle à fond de fouille, protéger les liaisons aux pieds des piliers IPN (mécaniquement et des risques d'oxydation). Si possible, remettre en état les liaisons défectueuses.
Constats : Toutes les non-conformités ont fait l'objet de l'intervention nécessaire dès août 2021. L'exploitant doit consigner les contrôles visuels annuels et vérifications complètes biennales dans la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non conformités 2020 PdTF0101 – Prise de terre de type B (Fond de fouille) : Afin de préserver le réseau de terre de boucle à fond de fouille, protéger les liaisons aux pieds des piliers IPN (mécaniquement et des risques d'oxydation). Si possible, remettre en état les liaisons défectueuses.
Constats : Toutes les non-conformités ont fait l'objet de l'intervention nécessaire en août 2021. L'exploitant doit consigner les contrôles visuels annuels et vérifications complètes biennales dans la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non conformités 2020 Liaison équipotentielle du châssis de stockage des bouteilles d'acétylène : Réaliser l'interconnexion de cet élément au réseau de terre, à l'aide d'un conducteur visible.
Constats : Toutes les non-conformités ont fait l'objet de l'intervention nécessaire en août 2021. L'exploitant doit consigner les contrôles visuels annuels et vérifications complètes biennales dans la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non conformités 2020 Liaison équipotentielle de la canalisation d'eau : Réaliser l'interconnexion de cet élément au réseau de terre, à l'aide d'un conducteur Visible
Constats : Toutes les non-conformités ont fait l'objet de l'intervention nécessaire en août 2021. L'exploitant doit consigner les contrôles visuels annuels et vérifications complètes biennales dans la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non conformités 2020 Bloc parafoudre : Remplacer le parafoudre en fin de vie par un parafoudre conforme à l'EN 61643 et ayant une tenue au court-circuit satisfaisante (Pour rappel du point 534.1.3.4, la section de mise à la terre du parafoudre devra être au moins de 4mm ² jusqu'à la barre de terre du coffret).
Constats : Toutes les non-conformités ont fait l'objet de l'intervention nécessaire en août 2021. Pour ce qui concerne précisément le bloc parafoudre, l'exploitant a démontré que son installation respecte l'exigence technique (section de mise à la terre) L'exploitant doit consigner les contrôles visuels annuels et vérifications complètes biennales dans la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non conformités 2020 EdL0101 - Le raccordement des écrans de ligne doit être réalisé dans les règles de l'art. (1) Mettre en oeuvre le raccordement des lignes dans les règles de l'art : a) L'écran de blindage de la canalisation de la tête de ligne d'arrivée RTC doit être interconnectée sur la barrette de terre prévu à cet effet du bloc parafoudres courant faible. b) Les paires de câbles filaires connectées doivent être raccordées au plus court aux parafoudres. c) Les paires de câbles filaires disponibles (libres et non raccordées) doivent être raccordées au plus court à la barrette de terre du bloc parafoudres et plaquées contre la réglette en aluminium (pour limiter les surfaces de boucle).
Constats : Toutes les non-conformités ont fait l'objet de l'intervention nécessaire en août 2021. Bloc parafoudre contrôlé dans le local BT (tableau électrique) L'exploitant doit consigner les contrôles visuels annuels et vérifications complètes biennales dans la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Plans réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non conformités 2020
Constats : Le plan des zones à risques a été mis à jour. L'exploitant doit, pour ce document comme pour toutes les consignes affichées, prévoir de mettre les pictogrammes réglementaires en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2012, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Débits disponibles
<p>Constats : Le site dispose d'un poteau incendie public face à son parking. Il a fait l'objet d'un essai le 22 février 2019 – le débit justifié est de 60 m3/h sous pression de 1 bar.</p> <p>L'inspection considère qu'il est préférable d'être maître de la ressource en eaux d'extinction mais il est convenu que cette ressource peut suffire, sous réserve que l'exploitant justifie du besoin en eaux d'extinction nécessaire selon la règle technique D9</p> <p>Pour ce qui concerne la rétention des EEI, le site dispose d'un obturateur (ballon, sous contrôle annuel, fait le 24 mai 2022) actionnable manuellement en aval d'une capacité de rétention de 160 m3 bétonnée (sous le parking véhicules légers). L'exploitant justifiera de l'adaptation de cette capacité aux besoins du site par application de la règle technique D9A. L'inspection conseille de s'assurer du remplacement de la bouteille de gaz du système d'obturation qui sera périmée en 2024.</p> <p>Il est noté par ailleurs que la chaîne de dégraissage/galvanisation dispose d'une rétention de 718 m3 pour un volume total de bains de 675 m3.</p> <p>L'inspection assurera une mise en relation avec le service Prévision du SDIS42 pour faire connaître le site et ses risques particuliers (bain de zinc notamment)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet